



ASIE/PAKISTAN - Après la clôture du cas de Rimsha Masih, 36 autres personnes demeurent condamnées à mort ou à la détention à perpétuité pour blasphème

Islamabad (Agence Fides) – Si une affaire, celle concernant Rimsha Masih, a été résolue de manière satisfaisante, de nombreux autres cas de blasphème présumé voient des victimes innocentes souffrir en prison et être soumis à un long calvaire légal. Comme cela a été indiqué à Fides par des sources locales, aujourd’hui au Pakistan, 16 personnes se trouvent dans le couloir de la mort, en attente de leur exécution pour blasphème, alors que 20 autres condamnés purgent une peine de réclusion à perpétuité, sachant que de nombreux autres se trouvent dans l’attente d’un procès ou ont fait appel contre une condamnation en première instance. « Dans 95% des cas, les accusations sont fausses » déclare à Fides un avocat musulman qui demande à conserver l’anonymat. C’est pourquoi le cas de Rimsha Masih, la fillette chrétienne acquittée hier par la Haute Cour d’Islamabad, ramène l’attention sur la loi controversée sur le blasphème, composée de deux articles du Code Pénal, les 295b et c, qui punissent par une peine de réclusion à perpétuité ou par la peine de mort l’outrage au coran et au prophète Mahomet. Parlant à Fides, Naeem Shakir, avocat catholique qui défend de nombreuses victimes de blasphème, note que « la loi est si vague qu’elle est facilement utilisée pour des règlements de comptes personnels. L’abus de cette loi terrorise les minorités religieuses en les contraignant, en particulier, à quitter le pays parce qu’ils ne s’y sentent plus en sécurité ».

Selon Wilson Chaudry, responsable de la British Pakistan Christian Association, « la sentence en faveur de Rimsha n’aura pas pour conséquence un changement immédiat. La volatilité et l’instabilité à l’intérieur de la société pakistanaise ne permettent pas l’abrogation de la loi sur le blasphème, utilisée comme instrument pour discriminer les minorités et en faveur de la persécution. Cette loi – remarque Chaudry dans le cadre de son entretien avec Fides – est encore fortement soutenue par la majorité des musulmans et a besoin d’une réforme progressive. Des victimes telles qu’Asia Bibi et Younis Masih sont encore incarcérées sur la base de fausses accusations de blasphème et sont la démonstration des nombreux échecs du système judiciaire au Pakistan ». Dans un communiqué envoyé à Fides, la Commission américaine pour la Liberté religieuse (USCIRF) fait l’éloge de la décision du tribunal concernant Rimsha en tant que « résultat positif pour affronter la culture de l’impunité et de l’intolérance qui afflige le Pakistan et mettre en évidence l’importance de l’Etat de droit ». Elle rappelle cependant que la loi sur le blasphème est utilisée pour « abuser de la liberté religieuse ou exécuter des vengeances privées ». C’est pourquoi, le cas de Rimsha « signale la nécessité de réformer ou d’annuler la loi sur le blasphème, qui alimente l’extrémisme religieux et menace la liberté de religion et les droits humains de tous au Pakistan ». Une note envoyée à Fides par l’ONG Christian Solidarity Worldwide (CSW) rappelle les ombres encore présentes : « Une sentence de la Cour ne garantit pas la sécurité personnelle de Rimsha et de sa famille ». En outre, « cette décision peut encore être remise en question » au travers d’un recours devant la Cour Suprême. Il reste à savoir si l’homme accusé d’avoir monté cette affaire, l’imam Khalid Jadoon Chishti, en sera jugé responsable. « Si c’est le cas – affirme la CSW – ce sera un signe du progrès accompli par le Pakistan ». (PA) (Agence Fides 21/11/2012)